

plus de savoir si les États-Unis assumeront leurs responsabilités d'ordre international, mais comment ils le feront et comment les autres pays du monde libre en seront affectés.

Maintenant, ce que j'avais alors dans l'idée, c'est qu'autrefois, et je ne veux pas dire qu'il faille retourner loin en arrière, mais plutôt dans les jours qui ont précédé la seconde Grande Guerre, nos problèmes à l'égard des États-Unis, toujours importants pour nous, qu'ils le soient ou non pour ce pays, et parfois difficiles à régler, étaient purement bilatéraux. Ils concernaient spécifiquement et parfois exclusivement nos relations avec les États-Unis. C'était des problèmes de lignes, des problèmes de frontières, des problèmes de contrebande. C'était des problèmes commerciaux. D'autres concernaient nos voies navigables. Il y avait une foule de difficultés dont la plupart étaient très importantes pour nous. Mais il ne s'agissait jamais de paix ou de guerre. Il est inconcevable que nous puissions un jour être en guerre avec les États-Unis . . . , inconcevable pour Washington autant que pour Ottawa. Aussi, nous n'avons jamais pensé que nous ne parviendrions pas à résoudre ces problèmes bilatéraux avec les États-Unis. C'était des problèmes entre voisins, et ils étaient parfois résolus après de longues discussions, mais dans un esprit de bon voisinage. Ces problèmes subsistent encore. Mais nos principaux problèmes à l'égard des États-Unis découlent maintenant de nos relations avec le chef d'une coalition mondiale dont la politique décidera de la paix ou de la guerre. Les choses ne seront plus jamais faciles au sein d'une coalition de ce genre. Dans les circonstances où nous nous trouvons aujourd'hui,—au milieu d'une guerre froide,—il ne sera plus facile de trouver une solution automatique à ces problèmes, non seulement en ce qui concerne les États-Unis et nous-mêmes, mais aussi les États-Unis et la Grande-Bretagne, ainsi que les autres membres de cette coalition.

C'est ce que j'ai voulu dire lorsque j'ai déclaré que la période était révolue de ces problèmes de frontière, ces problèmes entre voisins qui étaient facilement et automatiquement résolus. Notre grand problème aujourd'hui est de savoir comment contribuer au bon fonctionnement de la coalition dont les États-Unis sont la tête dirigeante. Les décisions de cette coalition, c'est-à-dire des États-Unis d'abord, peuvent nous conduire à la guerre ou nous aider à maintenir la paix. Je crois que la distinction entre nos problèmes courants à l'égard des États-Unis et ceux d'hier est bien fondée. Je ne prétends pas que nous soyons impuissants à aplanir ces difficultés avec les États-Unis en vertu de notre alliance, ainsi qu'avec le Royaume-Uni et nos autres alliés. Nous le pouvons certainement, mais ce ne sera pas facile. Cela va nécessiter plus de soins attentifs, plus de compromis, plus de concessions mutuelles que les anciens problèmes d'ordre bilatéral.

M. CÔTÉ: Monsieur le président, il me semble que nous devrions remercier l'honorable ministre de nous avoir expliqué ce qu'il a voulu dire. Voilà qui va mettre un terme, j'en suis sûr, à toute discussion ultérieure.

M. QUELCH: Monsieur le président, j'aimerais savoir du ministre où en est la participation de l'Allemagne occidentale à la défense de l'Europe. Les nations signataires du traité de l'Atlantique-Nord se sont-elles entendues sur l'étendue de cette participation et l'Allemagne l'a-t-elle également acceptée?

L'hon. M. PEARSON: Je puis vous en parler brièvement. Lors d'une réunion du Conseil de l'Atlantique-Nord, nous avons discuté la façon dont l'Allemagne pourrait participer à la défense de la liberté en Europe avec les autres pays de l'Atlantique-Nord. Or, comme vous ne l'ignorez pas, cela a fait naître beaucoup d'anxiété et d'hésitation dans certains pays, qui craignaient que nous n'agissions trop précipitamment. Le gouvernement français surtout s'inquiétait des résultats de cette décision: on disait, dans le public, qui, si nous étions Français, nous comprendrions mieux le problème que nous ne sommes en mesure de le faire ici, par delà l'Atlantique où les Allemands, depuis un demi-siècle, n'ont pas pu nous rejoindre. Tout de même, le gouvernement français